



LAFLEUR EN LUTTE

Automne - hiver 2025



La Vie de l'Union Départementale de la CGT dans la Somme



Formation Participer à la Vie de la CGT pour les camarades de l'UL ZI

Sommaire

01 Edito

02 Paris 9 octobre

03 Grève brancardiers CHU

04 Industrie

05 Congrès UL Péronne

06 Lutte FNME

07 Election CMCAS

08 Actions ZI Amiens

09 Soluroad / 130 ans CGT

10 PLFSS

11 Lettre députés

12-16 Photos

17 Pub Macif

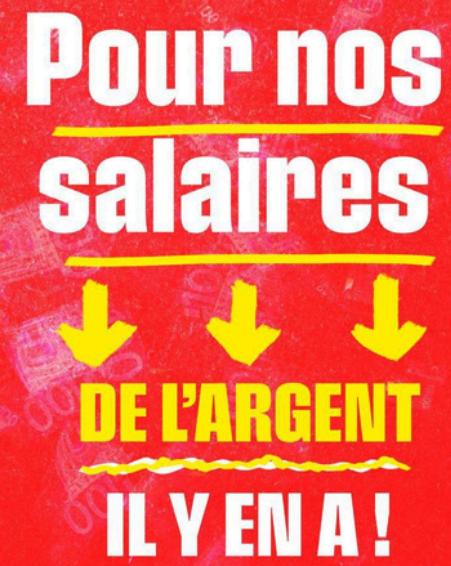
18-20 Congrès USR

21 Manif 06 novembre

22 Lafleur quel lien avec la CGT



Congrès de l'UL de Péronne



ÉDITO

Il y a des scènes qui ne trompent pas : lorsqu'un pouvoir, qu'il soit politique ou patronal, ne veut pas écouter les revendications, il se met à sanctionner. C'est exactement ce qui se joue aujourd'hui autour de figures syndicales comme Jean-Paul Delescaut et Sophie Binet, prises pour cibles. Parce qu'elles incarnent la CGT. Et qu'à la CGT la parole est libre, combative, et surtout... utile.

Qu'on les apprécie ou non, ces militantes et militants rappellent que la démocratie sociale n'existe pas par décret : elle se vit, elle s'arrache, parfois elle se défend pied à pied. Et lorsque des responsables syndicaux se retrouvent assignés, intimidés, mis à l'index pour avoir fait ce pour quoi ils sont mandatés — défendre les salarié·e·s, dénoncer les injustices, bousculer l'ordre établi — il ne s'agit plus d'un simple "désaccord". Il s'agit d'un signal.

Ce signal, c'est celui d'une société où l'on voudrait des syndicats silencieux, des salariés dociles et des conflits liquéfiés. Un monde où la contestation doit se faire polie, discrète, presque invisible — tant qu'elle ne gêne personne... surtout pas ceux qu'elle vise.

Mais la répression, en réalité, dit beaucoup plus du pouvoir qui la pratique que de celles et ceux qu'elle vise. Elle trahit une fébrilité. Une peur. La peur de voir monter une colère sociale qui refuse de rentrer dans le rang. La peur de ceux qui savent, au fond, que si l'on s'attaque aux voix syndicales, c'est parce qu'elles portent des revendications bien plus larges, bien plus profondes : la dignité au travail, le refus des injustices, le droit de contester sans être frappé, sanctionné ou menacé.

Face à cela, il est nécessaire de rappeler une évidence : toucher à un syndicaliste, c'est toucher à l'ensemble des salarié·e·s. Car les pressions d'aujourd'hui, si elles ne rencontrent pas de réponse collective, elles deviendront les normes de demain.

La répression n'est pas un "accident". C'est un rapport de force. Et comme tout rapport de force, il peut basculer. À condition que personne ne laisse la peur s'installer.

Soutien inconditionnel à Jean Paul Delescaut SG de l'UD du Nord !

C'est l'honneur de la CGT de défendre les travailleurs et le peuple palestinien victime d'un génocide.

Soutien à Sophie Binet mise en examen par la droite extrême !

C'est la CGT prise pour cible par le patronat et ses laquais.

Nous ne l'accepterons pas.

Alain Vaneste, secrétaire général de l' UL ZI



Victoire pour les salariés d'Auchan

Le 23 septembre, la fédération CGT commerces et services fait annuler le PSE d'Auchan ! Le tribunal administratif de Lille annule le plan de suppression d'emplois d'Auchan. Plus de 2300 licenciements remis en cause.

Les pratiques du groupe Mulliez dénoncées et stoppées. Le 25 septembre Auchan annonce faire appel. Le 16 décembre la décision sera rendue par la cour administrative d'appel de Douai.

Fanny Duchaussay, CGT Auchan



09 OCTOBRE 2025 : TOUS À PARIS

Le jeudi 09 octobre 2025 un grand rassemblement a été organisé devant le ministère de la Santé à Paris, suivi d'une manifestation, à l'appel des fédérations CGT Santé et Action Sociale, Organismes Sociaux et la FNIC (Fédération des industries chimiques).

Cette journée de mobilisation s'inscrivait dans le calendrier de discussion, au parlement, du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2026.

Les 3 fédérations appelaient à se mobiliser contre :

- Le plan d'économie qui remet encore en question la prise en charge de la population
- La casse du service public et le développement du secteur lucratif
- Les souffrances et les morts évitables si l'on nous donne les moyens de travailler correctement
- Les conditions de travail qui sont de plus en plus insoutenables
- Les salaires qui ne permettent plus de vivre dignement.

5 000 personnes ont répondu à l'appel et ont exigé des moyens pour la santé, le social, le médico-social et la reconquête de la Sécurité Sociale (qui fête cette année ses 80 ans).

Des délégations de la France entière étaient présentes pour scander « *De l'argent pour la sécu, pas pour les obus ! De l'argent pour l'hôpital, pas pour le capital !* ». Une délégation d'une trentaine de militants de l'Union Syndicale Départementale (USD) CGT 80 a pu participer à cette grande journée de mobilisation.

Depuis, le budget version Lecornu a aggravé les attaques envers les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités et les jeunes. Le gouvernement envisage d'augmenter les économies, dans le secteur de la santé, à 7 milliards d'euros !

La réussite de cette journée du 09 octobre 2025 a permis d'organiser une seconde journée, étendue à tout l'interpro et en intersyndicale avec la FSU et Solidaires, mardi 02 décembre 2025.

Claire Boulinguiez, secrétaire générale CGT CHU Amiens



GREVE ILLIMITEE DES BRANCARDIERS AU CHU D'AMIENS

Depuis le mardi 14 octobre 2025, les brancardiers de la centrale de brancardage du CHU d'Amiens, accompagnés par la CGT, sont en grève illimitée. L'extension du CHU entraîne une augmentation des missions des brancardiers. Ils demandent une reconnaissance financière de leur travail, une réorganisation de leurs missions, du matériel fonctionnel pour travailler dans de bonnes conditions et limiter les troubles musculo-squelettiques, ainsi que l'accès aux formations auxquelles ils ont légalement droit. Pour toutes ces raisons, les brancardiers revendentiquent :

- Une prime équivalente à la prime de pénibilité de 118€ brut/mois.
- Une indemnité chaussure de 200€ net/an, actuellement à 2€76/mois, compte tenu du nombre de kilomètres parcourus quotidiennement.
- Des conditions de travail correctes avec du matériel fonctionnel.
- L'accès aux formations.
- Une révision complète des missions et fonctions des brancardiers.

Il aura fallu attendre 15 jours après le dépôt du préavis de grève et 8 jours après le début du mouvement pour que la Direction (DRH, Direction des soins, et Direction des fonctions support et investissement) accepte enfin de rencontrer les brancardiers, accompagnés de la CGT. La Direction Générale, quant à elle, était absente « trop occupée à autre chose ». Après quatre semaines, aucune négociation ni proposition financière n'a été faite par la Direction. Les seules avancées concernent le matériel de travail, alors que ce point n'aurait même pas dû faire débat. La principale priorité de la Direction Générale a été... d'interdire le barnum CGT installé dans le hall du CHU, et d'entraver la grève en assignant 33 postes de brancardiers sur 77, soit 64% du personnel, au maintien de l'activité. L'activité des blocs opératoires entre autre n'a pourtant même pas diminué...La CGT a demandé une audience auprès de l'ARS....

Les brancardiers entament à ce jour leur 6^{ème} semaine de grève....

Laurence Fessier CGT CHU Amiens



Photos Courrier Picard

SFG, Automotiv, Chantelle, Ynsect... Et dans le même temps, Arcelor Mittal.

L'hémorragie industrielle continue dans le département de la Somme. La société française de Galvanoplastie (SFG), à Bernaville, ferme. Après avoir connu des investissements sur le site pour la sécurité cet été. L'annonce brutale de la fermeture du site, sur lequel direction et groupe n'ont pas investi à la hauteur des besoins, en plus de choquer, nourrit les suspicions de nos camarades CGT. Elle fait suite à un test sur un échantillon de salariés dont on découvre qu'ils sont contaminés au Chrome, classé CMR (cancérogène, mutagène reprotoxique).

Une bataille a alors commencé, en intersyndicale avec la CFDT. Bilan des courses, l'engagement que tous les salariés soient testés. Qu'un fichier soit établi leur permettant le cas échéant de faire valoir leurs droits, en cas de maladie professionnelle due à l'empoisonnement... Mais à l'heure où sont écrites ces lignes, le site s'apprête bel et bien à arrêter son activité. Le député du RN, qui gesticulait dans tout les sens.

A Automotiv, une entreprise qui ne compte aucun syndicat d'implanté, les salariés ont connu de lourdes périodes de chômage partiel depuis des années. Le site ferme brutalement. Aucun syndicat de présent. Même verdict : quête du profit à court terme, manque de stratégie et d'investissement... Et pas de contre pouvoir avec un rapport de force syndical dans l'entreprise.

Chez Chantelle, nos camarades CGT sont inquiets de la mobilité forcée qu'implique la fermeture de deux sites, avec mobilité forcées à la clef, liée au rapatriement des salariés sur un seul site et espèrent éviter les licenciements secs.



Et pourtant les entreprises se gavent de pognon

La moitié du budget de l'Etat, une nouvelle fois est consacrée aux aides aux entreprises. Plus de 200 milliards distribués chaque année, sans contrepartie, dont une large part est versée sous la forme de dividendes aux actionnaires. Et il s'agit pour le gouvernement d'une part de faire payer ces faramineux cadeaux aux entreprises aux travailleurs, en dépeçant services publics et conquêtes sociales, dont les budgets eux sont une nouvelle fois sabordés dans le projet de PLF.

Pour gagner, il nous faut cibler la responsabilité du gouvernement

Le patronat est au pouvoir. Mais sous la pression de la CGT Arcelor Mittal, avec leur UD et leur fédé, appuyé sur la niche parlementaire de LFI, un vote pour la nationalisation d'Arcelor Mittal a été majoritaire à l'assemblée nationale.

Chacun comprend que c'est là le seul rempart à la destruction de l'industrie pour satisfaire les appétits du capital, obsédés par nature par les profits à courts termes.



Dans une vidéo postée sur le Facebook de l'UD CGT du Nord, le délégué syndical d'Arcelor explique comment cette nationalisation (même si l'affaire n'est pas finie, il y aura derrière le vote au Sénat) a été un facteur d'entraînement, qui a permis d'obtenir une grève totale mettant à l'arrêt les Haut fourneaux, à l'occasion des NAO. Les salariés ont pris confiance. Ils dirigent leur action contre la complicité du gouvernement. Cela libère la lutte de classe et fait ressurgir toutes les revendications. Ce qui est possible avec Arcelor Mittal est symptomatique de ce qui couve partout. De ce qui est possible partout. Nous ne gagnerons pas boîte par boîte : nous avons besoin de converger en direction des responsables du désastre industriel, de ceux qui nous disent de nous serrer la ceinture pour gaver leurs copains.

A nous, à nos syndicats CGT, nos instances, de permettre à la lutte de classe d'ouvrir une issue.

Kévin CREPIN, secrétaire général de l'UD CGT Somme

Congrès de l'UL de Péronne

Le congrès de l'Union Locale CGT de Péronne a eu lieu le vendredi 7 novembre 2025 à la salle espace Patrick Dupond de Péronne.

Nous étions 36 Congréssistes, 9 bases, CSD, USD, nos 2 référentes de l'UD, UL Corbie, UL grand Amiens, SG UD 80.

C'était le premier congrès de notre UL depuis de nombreuses années. Pour la majorité des congréssistes, il s'agissait de leur 1^{er} congrès, car très peu de syndicats en font un. Nous avons pu valider un document d'orientation pour les 3 années à venir et élire une nouvelle Commission Exécutive de 8 personnes avec sa Commission Financière de Contrôle. Les syndicats sont demandeurs des prochaines dates de formations syndicales, surtout concernant leur future élection. Ils ont abordé les problématiques qu'ils pouvaient rencontrer avec leur Direction. La prochaine réunion de la CE va essayer de mettre en place des actions afin de répondre aux besoins soulevés lors de ce congrès.

Christine Huet retraitée CGT Hospitaliers



Lutte historique dans la Branche des Industries électriques et gazières

La FNME-CGT et les syndicats de l'énergie qui la composent sont en lutte depuis le 2 septembre 2025, ils revendentiquent une baisse de la TVA sur l'énergie pour les usagers qui est passée en août 2025 de 5.5 % à 20 %, cela est inacceptable et renforce la précarité énergétique des foyers les plus modestes. Ils demandent aussi une amélioration de leur grille des salaires qui entraînerait une augmentation de salaire de 9% pour toutes et tous.

Cette bataille engagée depuis le 2 septembre avec plus de 200 piquets de grève dans tout le pays a un caractère historique, car celle-ci a été initiée par la CGT seule et de manière offensive, en effet pour la première fois, la lutte a été lancée pour aller gagner sur nos revendications et non pour se défendre face à un projet porté par les directions d'EDF et d'ENGIE notamment. La FNME-CGT a su imposer son calendrier et l'ouverture de négociations sur la base des revendications CGT portées par les agents grévistes dans tout le pays et dans toutes les entreprises de la branche.



Cette lutte historique, absente des médias de masse, a pourtant bien démarré dès le mois de septembre par des blocages, filtrages et autres actions sur différents sites et différentes entreprises. Elle s'est poursuivie durant tout l'automne avec des blocages de sites stratégiques comme les dépôts méthaniers, les sites de stockage gaz ainsi que les centrales nucléaires. Sur la Picardie, le stockage de gaz souterrain de Storengy à Gournay sur Arronde a été moteur dans cette bataille.

Ces actions ont permis que les directions ouvrent des négociations sur la base des revendications CGT.

Cela n'était pas gagné car nous étions dans un contexte électoral crucial pour toute la CGT, en effet les électriciens et gaziers étaient appelés aux urnes pour élire les Conseils d'Administrations des CMCAS (Comité d'Entreprise dans les IEG) à maille régionale du 13 au 19 novembre 2025. Les autres OS notamment la CFE-CGC ont fait trainer l'ouverture des négociations et ont communiqué aux agents que cette lutte était vouée à l'échec. Ont-ils craint que l'aboutissement des revendications CGT joue un rôle dans les résultats de ces élections ? Mauvais calcul, les élections ont belle et bien été remportées par la CGT qui a conforté sa première place dans la gestion des Activités Sociales.

Laury Dubus, secrétaire général CGT Energie

Elections des CMCAS

En Picardie la CGT obtient 14 sièges sur 24 au CA de la CMCAS de Picardie avec plus de 56 % des suffrages devant la CFE-CGC qui obtient 23 % des suffrages et 6 sièges, la CFDT quant à elle obtient 3 sièges et FO 1 siège.

Au national la CGT récolte 45.52 % des suffrages et conserve 9 sièges sur 18 au CA de la CCAS loin devant cette même CFE-CGC qui finit à 24.7 %.

Une fois de plus les agents des IEG ont fait confiance à la CGT et ont renforcé le modèle de gestion ouvrière des Activités Sociales défendu par la CGT et qui fêtera ses 80 ans en avril 2026. L'histoire retiendra que la Lutte a permis l'ouverture de négociations pour une augmentation des salaires, pour que les usagers voient leurs factures d'énergie baisser et nous conforter en tant que première OS lors de ce scrutin où beaucoup n'avaient pas misé sur la CGT.

Les négociations ont débuté le 18 novembre dernier et se poursuivront jusqu'en mars 2026.

Lors des journées de négociations les syndicats CGT de l'énergie appelleront à la grève et aux actions afin de faire aboutir leurs revendications.

Soyons-en convaincus, CEUX QUI GAGNENT, SONT CEUX QUI LUTTENT !

Laury Dubus CGT FNME



La Macif vous protège dans votre activité syndicale avec des contrats sur mesure.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr

MACIF La Macif, c'est vous.

Credit photo : Ryan Lees / Hoxton / GraphicObsession.
MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERCANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régée par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vancier 75009 Paris.



Une année d'actions et de solidarité sur la zone industrielle nord d'Amiens

L'année a débuté avec une situation d'urgence chez Goodies aux Bornes du Temps, où huit salariés se sont retrouvés du jour au lendemain sans employeur. Alertée à la veille de Noël, notre Union Locale intervient immédiatement : contacts presse, mobilisation des organismes... Résultat : en une semaine seulement, un liquidateur est nommé dès le lundi suivant, permettant aux salariés de passer les fêtes dans la sérénité.

Tout au long de l'année, de nombreuses actions ont été menées sur la zone industrielle nord d'Amiens : APPLI, Soluroad, Valeo, JPR, BTL, ID Logistics et bien d'autres. En septembre, un blocage de la zone est organisé, même si l'intervention des forces de l'ordre oblige à le repousser. Plusieurs tractages et initiatives locales viennent renforcer cette dynamique.

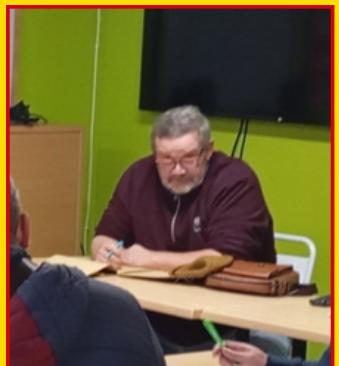
Notre Union Locale a également ouvert une permanence hebdomadaire, chaque mardi de 14h à 17h, grâce à l'engagement de plusieurs camarades. Un programme de travaux a pu être lancé grâce au prévisionnel établi par notre trésorier J.-C. Payen : installation d'extincteurs et de sorties de secours, rénovation des peintures, remise en état de l'éclairage en LED... Un véritable renouveau pour accueillir les salariés et mener nos activités dans de meilleures conditions.

Deux sessions de formation « Participer à la vie de la CGT » ont été organisées, réunissant en moyenne 14 camarades chacune, sous la conduite de Séverine Rose, responsable formation. Sur le terrain, plus de 15 dossiers issus d'entreprises dépourvues de représentants du personnel ont été suivis (licenciements, ruptures conventionnelles, etc.), dont quatre sont désormais confiés à notre avocate.

L'Union Locale retrouve ainsi force et dynamisme. Pour aller plus loin, nous faisons appel à toutes les bonnes volontés : quelques heures suffisent pour renforcer notre capacité d'action, développer des stratégies communes et continuer à défendre les droits des salariés de la zone industrielle.

Toute l'équipe de l'Union Locale souhaite à chacune et chacun de très belles fêtes de fin d'année. Restons soudés et déterminés pour 2026 !

Alain Vaneste CGT Valéo



Grève chez Soluroad le 1er octobre

Grâce à la grève éclair d'une journée, les camarades ont obtenu

- Création d'un CSSCT
- Un comité salarial d'étude
- Budget ASC : 0,30 %
- Maintien de la prime KPI
- Maintien des avantages ex-GSA
- +5 % de salaire dès octobre 2025
- Paiement de la journée de grève



La lutte paye... ne jamais dire que ça ne sert à rien !

Nous avons créé 3 syndicats dont deux sont majoritaires

Alain Vaneste CGT Valéo

Festival des 130 ans de la CGT dans la Somme

Les 4 et 5 octobre à Amiens au centre d'accueil et d'hébergement de Dury s'est déroulé sur deux jours, un événement à la fois festif et militant : les camarades ont pu profiter de tables rondes, de la diffusion d'un film, d'une exposition de photos, d'ateliers ludiques, le tout dans une ambiance conviviale.

Malgré une météo exécable, les visiteurs présents ont apprécié ces deux jours qui célébraient la naissance de notre organisation syndicale, un retour dans le passé de la CGT Somme à travers des photos, un hommage à Lucien Barbier et diverses affiches des années 80...

Céline Bridoux, bureau de l'UD CGT 80



PLFSS : l'arnaque de la suspension de la réforme des retraites... Qui n'en est pas une.

Vous trouverez ci dessous la lettre de l'UD CGT Somme adressée aux députés (hors RN) pour leur demander de voter contre le PLFSS. CE PLFSS voit amputer 6 milliards dans le budget des hôpitaux... pendant que 7 milliards supplémentaires apparaissent pour le budget de la guerre qui devient pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la premier budget de l'Etat (qui jusqu'à maintenant était l'Education Nationale).

Quelques voix... c'est ce qu'il aura manqué pour stopper ce budget de guerre contre la sécurité sociale, ce budget de guerre tout court d'ailleurs. Quelques voix... parmi notamment les élus du NFP, dont certains ont voté POUR d'autres se sont abstenu, empêchant la majorité à l'assemblée nationale pour arrêter le désastre de Macron.



Leur prétexte? La pseudo suspension sur la réforme des retraites négociée par le PS en échange de son soutien au gouvernement. Suspension dont Macron réfute le terme : tout au plus un décalage d'un an, faisant gagner 3 mois au seuls bénéficiaires nés en 63 et 64... Il ne s'agit en aucun cas d'un renoncement au passage à 64 ans. Pire le gouvernement a proposé de financer ce décalage par le gel des pensions des actuels retraités !

La réforme des retraites n'avait jamais été votée. Cette fois ci, par leur vote entérinant le décalage, les députés qui ont voté POUR valident... la retraite à 64 ans.

Pour la CGT, le mandat qui nous a été donné par 90% des actifs, et 3 millions de manifestants lors des grandes grèves sur les retraites est clair : l'abrogation de la réforme des retraites. C'est une question de démocratie. C'est ce qui a été voté par des millions qui ont placé le NFP en tête des élections.

Nous vous invitons à vous adresser à eux, avec vos syndicats, à mobiliser, pour faire respecter le mandat qui leur a été confié.

Kévin CREPIN, secrétaire général de l'UD CGT Somme



Lettre de l'UD CGT Somme adressée aux députés (hors RN)

A l'attention des députés,

Mesdames, Messieurs,

Nous nous adressons à vous sur le vote du PLFSS qui va être, une nouvelle fois une saignée pour notre système de santé, une remise en cause extrêmement grave des droits des salariés et de toute la population.

Dans notre département, nos hopitaux sont déjà exsangues. Les maternité ferment, comme à Péronne, alors que la mortalité infantile augmente dans notre pays. Les ambulanciers du CHU d'Amiens sont en grève pour exiger des conditions de travail dignes et que les usagers aient les soins qu'ils méritent. La réponse est toujours la même : le budget ! Le prochain PLFSS prévoit même des sanctions contre les établissements qui refuseraient de faire des coupes budgétaires et de dégrader la qualité des soins.

En votant ce PLFSS, c'est une nouvelle attaque grave sur le budget des hopitaux avec 6 milliards de coupes, alors qu'on attend des heures pour être pris en charge dans certains services d'urgence de notre pays, et qu'on y meurt parfois, faute de soins adéquat.

Une nouvelle fois, ce PLFSS va s'attaquer aux malades : limitation des arrêts maladie à 30 jours. Attaques contre les victimes d'affection de longues durées. Augmentation des mutuelles en perspective.

Mesdames et Messieurs les députés, personne ne comprendrait un vote pour ce budget de financement de la sécurité sociale. Nous vous enjoignons à rejeter ce budget désastreux, par votre vote, vous avez la capacité d'empêcher ces attaques.

Nous restons à votre disposition pour tout échange concernant le contenu de ce PLFSS.

Veuillez recevoir, Mesdames messieurs, nos salutations militantes.

L'Union départementale CGT de la Somme





Manif du 18 septembre





Grève du 01 octobre Soluroad

ÉCOUTONS LES SALARIÉS !

la
cgt

➊ CELA NE PEUT PLUS DURER

Chaque salarié contribue à la réussite de l'entreprise, de ce fait nous exigeons la reconnaissance des pénibilités au travail, l'équité salariale, la fin d'un management toxique à peine dissimulé et un alignement des contrats « Soluroad » avec ceux des « Ex-GSA ».

UNE MEILLEURE RÉMUNÉRATION

- Revalorisation salariale indexée sur l'inflation
- Mise en place de primes de pénibilité
- Mise en place de primes d'équipe pour les horaires 2x8 et de nuit
- 13^{ème} mois pour l'ensemble des salariés du site

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

- Respect des pauses et temps de repos
- Sécurité renforcée sur tous les postes
- Fin de la pression sur les salariés durant les pics d'activité

RECONNAISSANCE DE LA PÉNIBILITÉ

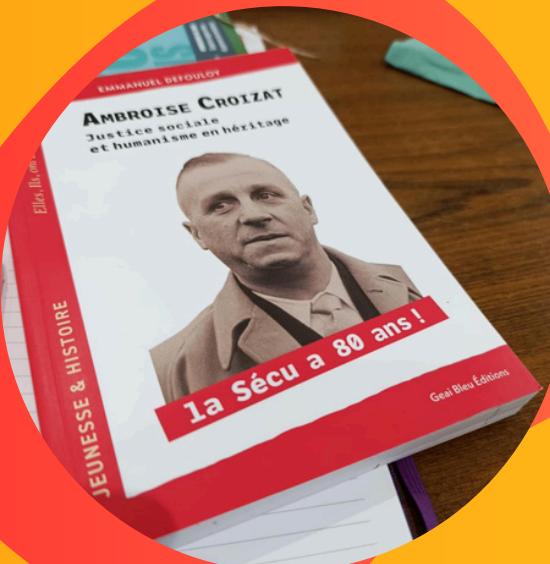
- Charges lourdes
- Travail de nuit
- Horaires décalés et contraignants

CE QUE LA DIRECTION NOUS A REFUSÉ

- Le CSSCT (Commission Santé, Sécurité et Conditions de Travail)
- Les ASC (Activités Sociaux Culturelles)
- Le 13^{ème} mois

© CETTE SITUATION À TROP DURÉ ! UNISSEZ-NOUS POUR IMPOSER NOS EXIGENCES

L'écoute des salariés est essentielle pour une entreprise juste et humaine. Nos revendications sont légitimes : respect, reconnaissance et rémunération.



13 novembre conférence sécu
à Thourotte





22 novembre manif contre les VSS





30 novembre
commémoration en l'honneur
de Lucien Barbier



6000 000, c'est un joli chiffre. **Pas un numéro.**



À l'aube de nos 65 ans, nous avons franchi le cap des 6 millions de sociétaires.

C'est à Nolwenn S., notre nouveau sociétaire, que nous le devons.

Merci à lui, mais aussi à nos 5 999 999 autres sociétaires d'avoir choisi la Macif : un modèle sans actionnaires, avec des prix justes et un service client toujours à vos côtés. Pour nous, vous ne serez jamais un simple numéro.



La Macif,
c'est vous.



* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Le congrès de l'USR CGT Somme : un congrès riche et dense

Avec une trentaine de participant.es, notre 5ème congrès a rassemblé plus de 75 % des mandats possibles avec l'implication des principales sections ayant une activité syndicale. Il a aussi montré la relative faiblesse de notre USR sur notre champ d'intervention possible. Comme l'a souligné notre dernier congrès d'UD et rappelé notre congrès,

« La continuité syndicale doit être une préoccupation permanente de nos organisations avec de véritables décisions afin que les syndiqué.es qui partent à la retraite puissent continuer à être syndiqué.es CGT. »

Sans occulter les questions internationales et de Paix ou les thèmes revendicatifs nationaux et locaux, pour les travailler au mieux, nous avons besoin d'une organisation efficiente... L'essentiel de notre réflexion et de nos **débats a donc porté sur 4 questions :**



La place des retraité.es dans la CGT

Nous sommes partis d'une motion de la section multi-pro d'Albert. Elle n'avait pas pu participer aux votes lors du congrès des 27 et 28 février dernier, le statut des sections multipro, non rattachées à une entreprise, pouvant prêter à contestation. Ont alimenté le débat :

L'introduction réalisée par la secrétaire générale de l'UCR (pour préparer le congrès confédéral de juin 2026 à Tours) et lue par les congressistes,

La résolution du dernier congrès de l'UCR demandant la pleine reconnaissance des sections multipro,

La décision confédérale que 9 des 100 délégué.es retraité.es soient des délégué.es issu.es de sections multipro,

Des réflexions apportées par des camarades notamment sur :

L'évolution, la fragmentation, la morcellisation du monde du travail,

La part grandissante des retraité.es dans la société,

Le besoin absolu de permettre l'organisation des retraité.es au plus près de leur lieu de vie

L'USR a fait sienne la motion de la section d'Albert, la reprenant à son compte. Elle fera son possible pour que la motion soit portée par les délégués actifs et retraités au prochain congrès confédéral.

L'organisation concrète de notre USR

Elle s'est faite notamment autour du débat et des amendements sur le document d'orientation. Ainsi ont été travaillés :

L'objectif d'augmenter le nombre de syndiqué.es de 10 % par sections durant le mandat 2025- 2028 ;

La réalisation d'une cartographie précise des syndiqué.es à l'aide du CoGiTiel ;

Le développement de sections multipros sur tout le territoire ;

L'élaboration d'ici au 31 décembre 2026 d'un plan d'actions pour développer la continuité syndicale et gagner au-delà de nos champs d'activité traditionnels ;

Un travail sur tous les lieux de vie et dans les associations avec la mise en place de points de rencontre spécifiques ;

Une aide et un accompagnement des élu.es et mandaté.es CGT envers tous les syndiqué.es voire les non- syndiqué.es ;

Le triptyque revendicatif (pouvoir d'achat, santé, services publics) réaffirmé ;

La bataille d'idées avec Vie nouvelle et un réel accès dans toutes ses dimensions au Lafleur ;

Paix, Liberté, Solidarité et combat contre l'extrême droite menés de pair ;

Le travail réalisé sur la fracture numérique et la réalisation d'activités culturelles par LSR n'ont pas pu être développées malgré leurs richesses...



La CE de l'USR

Composée de 13 hommes et 4 femmes, la CE a besoin de continuer à se renforcer, rajeunir et se féminiser... Elle ne s'interdit aucune cooptation au fur et à mesure des possibilités... La première CE de décembre travaillera à la répartition des responsabilités.

Énergie

Eskill ADENOT

Georges DESGARDIN

CHRU

Francine TITRANT

Retraités d'AMIENS

Jean-Michel DAMIEN

Catherine DESCAMP

Evelyne TERCE

FAPT

Eugène BEGOC

Luc JOSSERAND

Laurent LAMOTHE

Gérard PETIT

Jean-Claude TORJON

Jacques VERDON

Finances

Dominique CATALAN

Hôpital de PERONNE

Christine HUET

Cheminots

Patrice BORE

Gérard COUSIN

Coopté Énergie

Jean-Paul FERTÉ

Un remerciement collectif a été fait à tous ceux qui n'ont pas renouvelé leur mandat.

Nous réapproprier notre Sécu

Le film « La sociale » de Gilles Perret qui ouvrait l'après-midi, a été très apprécié. Il a montré comment au lendemain de la seconde guerre mondiale, avec une économie en ruine, Ambroise Croizat a réussi à construire une Sécurité sociale répondant à la logique : « chacun participe selon ses moyens et est protégé selon ses besoins ».

Ministre du Travail à la Libération, il en a posé les bases et a eu un rôle décisif. L'ouvrier métallo, syndicaliste CGT et militant communiste, est le père de notre Sécu. A sa mort, à 50 ans, le 11 février 1951, plus d'un million de personnes ont suivi ses obsèques. Politiques et patronat ont tout fait pour nier le travail d'Ambroise et œuvrent à la destruction totale de notre Sécu.

Le débat a rappelé les principes : une institution unique couvrant l'ensemble des risques sociaux dont doivent bénéficier toutes et tous, avec une solidarité entre générations et entre malades et bien portants, gérée par des salarié.es élu.es. Le Capital a un seul objectif : s'accaparer les richesses créées par les salarié.es. Le monde du travail doit y faire barrage.

La dernière proposition de S.Lecornu de faire gérer l'ensemble des retraites de base du privé par l'AGIRC ARCCO (qui s'est refusé à augmenter les retraites complémentaires de même 1% en novembre) montre bien la volonté du monde de l'argent de s'accaparer ces ressources pour spéculer à son profit.

Jacques Verdon retraité CGT



Jeudi 6 novembre : plus de 35 000 manifestant.es retraité.es dont 120 à 150 sur Amiens

Dans 117 rassemblements et manifestations, à l'appel de l'UCR CGT, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires, FGR, LSR et Ensemble et Solidaires, ils et elles ont dénoncé l'austérité généralisée que veulent imposer de concert le patronat et le gouvernement.

Les manifestant.es ont rejeté, sans ambiguïté, les projets de budget de l'État et de la Sécurité sociale et le gel des retraites et des retraites complémentaires Agirc- Arrco.

Ils exigent notamment :

- la revalorisation de 10 % de toutes les pensions et leur indexation en 2026 et au-delà des mesures pour les petites retraites
- le droit à la santé et à l'accès aux soins sans franchises ni remise en cause des ALD
- le retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles
- le maintien de l'abattement fiscal de 10 %
- l'augmentation du financement des hôpitaux et de notre système de santé à la hauteur des besoins.

Les retraité.es refusent que le gouvernement et le patronat les stigmatisent et organisent leur paupérisation. Une augmentation significative des salaires, pensions et minima sociaux et l'abandon des budgets d'austérité est indispensable.

Sur Amiens nous avons déambulé jusqu'au siège du Medef où nous avons appelé à rendre ses moyens financiers à la Sécu et à faire un meilleur usage des 211 milliards distribués sans contrôle aux entreprises (et particulièrement aux grands groupes). Une délégation reçue par le Président du Medef départemental le 2 décembre lui a rappelé...

Une délégation a aussi été reçue en Préfecture le 6 novembre où nos revendications ont été portées...

Jacques Verdon retraité CGT





Lafleur : quel lien avec la CGT ?

RADIO-LAFLEUR était la radio "interdite" de l'UD CGT Somme, alors dirigée par notre camarade Gérard Corselle et a contribué à la préparation et à la couverture médiatique de la « Marche sur Amiens ». Cela répondait à un impérieux besoin d'information des travailleurs.

C'était aussi s'attirer les foudres du pouvoir qui, sous couvert de défendre le service public d'information, n'a pas hésité à faire investir par les forces de police les locaux de la Bourse du Travail pour faire taire et saisir les instruments d'émission.



Leur forfait a échoué. LAFLEUR, après s'être acquitté de sa tâche avec succès, dès la fin de la manifestation (et juste avant l'arrivée de la police) avait encore joué un « bon tour aux gendarmes » : la police arrive... Une pirouette, un pied-de-nez ... il est déjà parti !!

Faute de mieux, on s'en prendra à des militants C.G.T. qui seront arrêtés, mais relâchés face à la manifestation de protestation spontanée. Radio Lafleur continuera à diffuser plusieurs années.

Lafleur, c'est aussi la marionnette picarde, c'est le laquais, qui se rebelle face aux puissants. A l'heure où les lois liberticides se multiplient, où le droit de manifester est remis en cause, revendiquer l'héritage de Lafleur, c'est réaffirmer qu'à la CGT, On ne nous fera pas taire.



Bourse du travail
24 rue Frédéric Petit
80000 Amiens
03.22.71.28.70
udcgtsomme@proton.me
Directeur de publication
Kevin Crepin

